

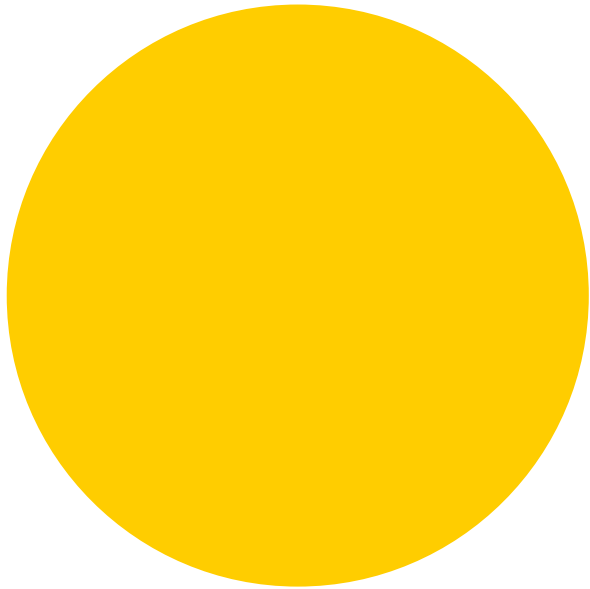


**76^E ENQUÊTE DE CONJONCTURE
SEMESTRIELLE AUPRÈS DES PME**

LES PME EXPRIMENT DES DOUTES POUR 2023

Janvier 2023

- 01.** **Présentation de l'enquête PME et méthodologie**
- 02.** **Résilience de l'activité et des embauches en 2022 malgré des freins**
- 03.** **Dans un contexte teinté de forte incertitude, ralentissement confirmé en 2023**
- 04.** **Focus régional**



PRÉSENTATION DE L'ENQUÊTE PME ET MÉTHODOLOGIE

L'enquête PME, près de 40 ans d'existence



- Mieux connaître les TPE-PME, appréhender leur situation réelle
- Recueillir le sentiment des dirigeants sur les perspectives d'évolution de leur entreprise
- Fournir un éclairage complémentaire aux données publiées par les instituts de conjoncture
- Traiter les sujets d'actualité



- Depuis 1985
- Fréquence semestrielle



- Environ 30-40 000 entreprises interrogées
- Environ 5000 TPE (de 1 à 9 salariés) et PME (entre 10 et 249 salariés) en France répondantes
- Analyse nationale et déclinaisons régionales et sectorielles



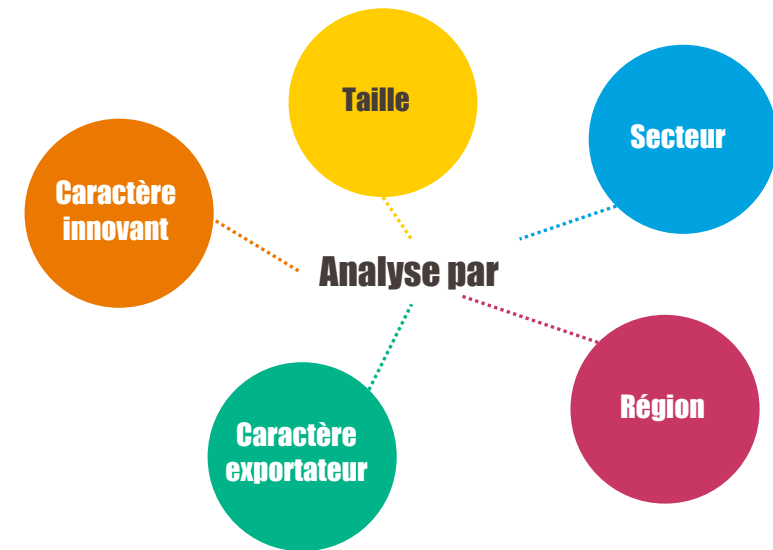
- Analyse des principaux paramètres économiques et financiers (activité, emploi, situation financière, investissement et financement) avec une distinction TPE-PME innovantes et/ou internationalisées
- Des focus thématiques (par ex. impact Covid, inflation, crise énergétique, TEE, etc.)



Nos autres enquêtes disponibles sur **Bpifrance Le Lab** :

➡ Enquête annuelle auprès des ETI

➡ Baromètre trimestriel auprès des TPE-PME, en partenariat avec Rexecode



La 76^e enquête auprès des PME – méthodologie / échantillon

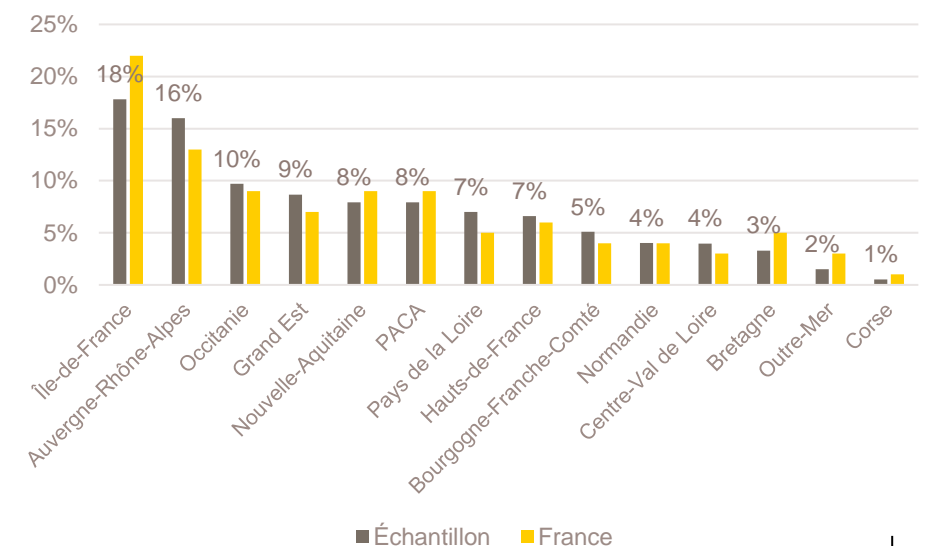
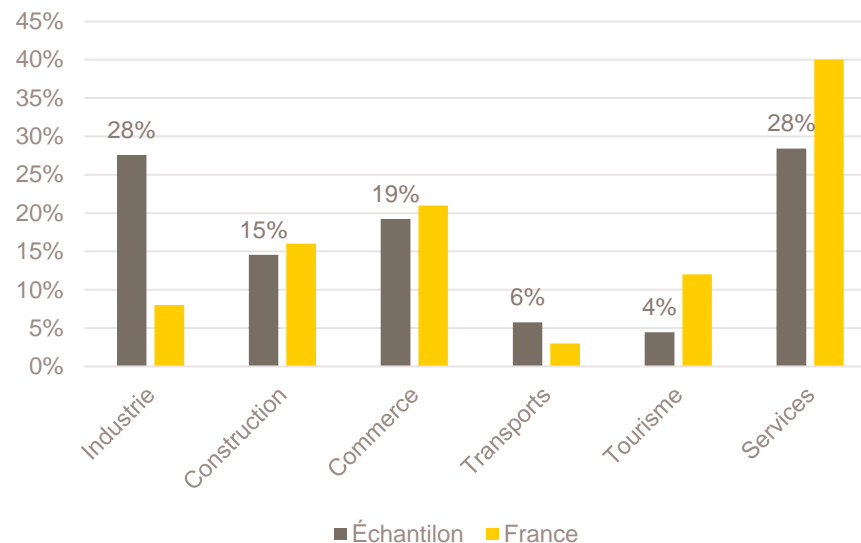
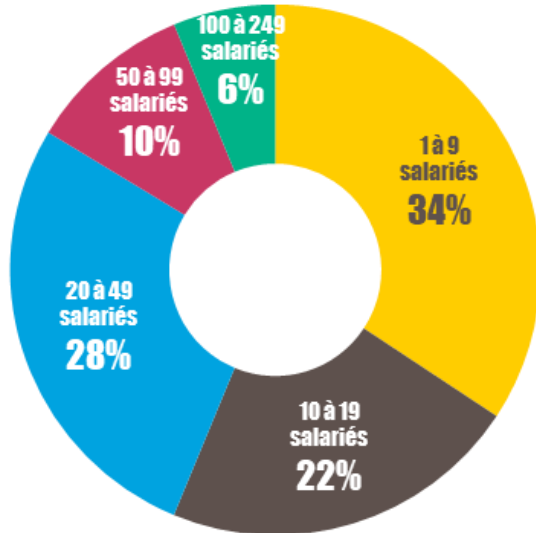
Méthodologie

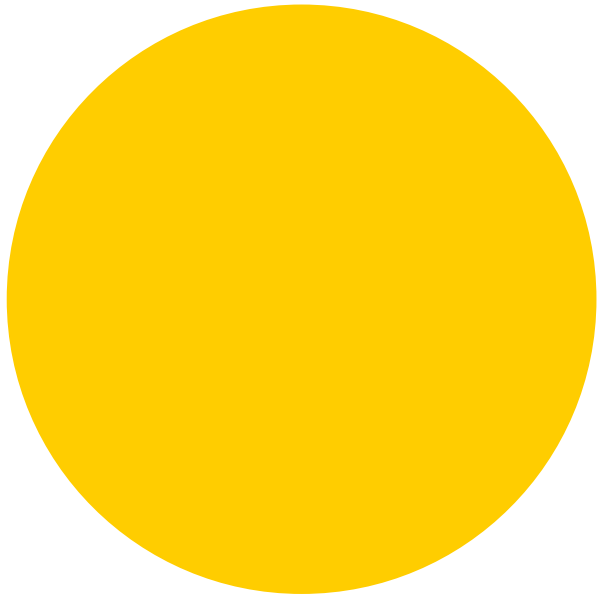
- Interrogation d'environ 40 000 TPE-PME entre le 2 et le 28 novembre 2022, 4 590 réponses jugées complètes et fiables retenues
- Redressement des questions focus (PGE, approvisionnement, prix-salaires, énergie) sous deux dimensions:
 - Le nombre de salariés, de façon à corriger la sous-représentation des TPE parmi les répondants
 - Le secteur d'activité, de façon à corriger la sur-représentation de l'Industrie et la sous-représentation du secteur du Tourisme

Définition du solde d'opinion

- Indicateur en évolution = $[(x \% \text{ « en hausse »}) - (y \% \text{ « en baisse »})] \times 100$
- Indicateur en niveau = $[(x \% \text{ « bon / aisé »}) - (y \% \text{ « mauvais / difficile »})] \times 100$
- Les pourcentages d'opinion neutre (« stable » ou « normal ») ne sont donc pas pris en compte dans le calcul.

Structure de l'échantillon





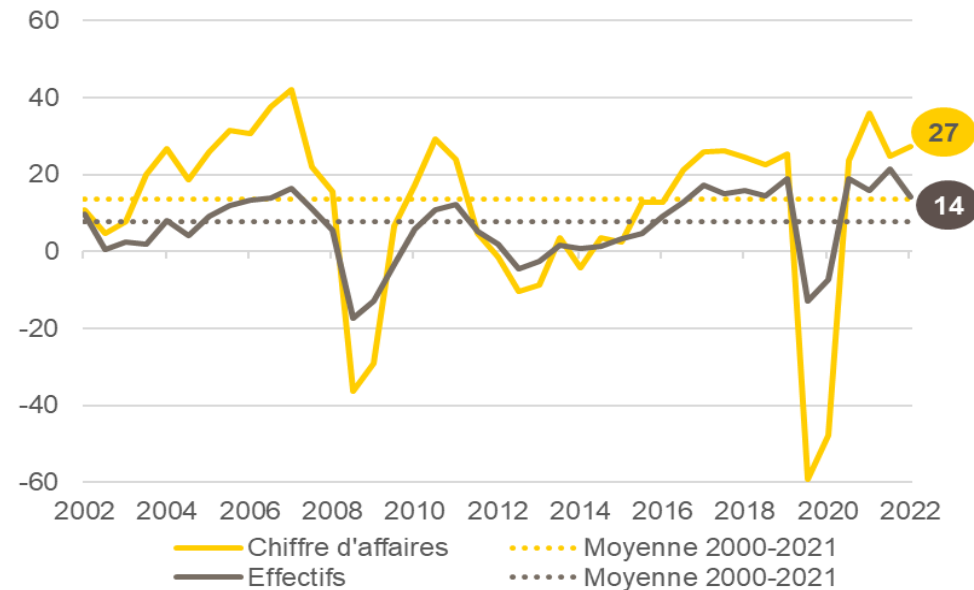
**RÉSILIENCE DE L'ACTIVITÉ ET DES EMBAUCHES
EN 2022 MALGRÉ DES FREINS**

Léger ralentissement de l'activité et de l'emploi en 2022, qui sont restés solides

- Le solde d'opinion relatif à l'évolution du chiffre d'affaires (CA) perd 8 points sur un an pour s'établir à +27, un niveau nettement supérieur à sa moyenne de long terme (+14). Il gagne 3 pts depuis mai, dans un contexte de légère atténuation des difficultés d'approvisionnement (60 % dont l'activité est affectée vs 62 % en mai).
- Les carnets de commandes ont été moins garnis au 2nd semestre : à +6, l'indicateur perd 5 points sur un semestre et 4 points sur un an mais reste nettement au-dessus de sa moyenne de longue période (-7).
- L'indicateur relatif à l'évolution des effectifs s'établit à +14 (-2 points sur 1 an) et reste bien au-dessus de sa moyenne de long terme (+8).

EVOLUTION DE L'ACTIVITÉ ET DES EFFECTIFS POUR L'ANNÉE EN COURS

SOLDE D'OPINION EN %



Note de lecture : le solde des opinions opposées sur l'évolution de l'activité pour cette année est passé de +25 à +27 entre les interrogations de mai 2022 et novembre 2022.

Champ : total (N=4590)

Source : Bpifrance Le Lab

- L'activité a accéléré en 2022 dans le secteur du Tourisme, qui a poursuivi son rattrapage post-Covid, et dans celui des Transports.
- Ralentissement dans les autres secteurs, en particulier la Construction et le Commerce, plus fortement pénalisés par les difficultés d'approvisionnement. L'activité reste solide dans l'Industrie (à +36, l'indicateur s'établit 20 points au-dessus de sa moyenne de LT).
- Quel que soit le secteur, le solde d'opinion relatif à l'évolution du CA reste au-dessus de sa moyenne de long terme.

SOLDE D'OPINION SUR L'ACTIVITÉ PAR BRANCHE D'ACTIVITÉ

SOLDE D'OPINION EN %



Champ : Total (N=4590)

Source : Bpifrance Le Lab

Au-delà du tassement des carnets de commandes, les contraintes de production ont freiné l'activité en 2022

Les difficultés de recrutement se stabilisent à un niveau proche de celui observé avant la crise sanitaire

- 82 % des chefs d'entreprise ayant cherché à recruter ont rencontré des difficultés pour le faire et 44 % signalent de grandes difficultés (43 % il y a 1 an), des chiffres proches des niveaux observés avant la crise sanitaire (respectivement 83 % et 43 % en moyenne sur 2018-2019).
- Ces difficultés sont particulièrement présentes dans la Construction (88 % des dirigeants dont 54 % rencontrent des difficultés sévères) et l'Industrie (respectivement 86 % et 47 % des dirigeants).

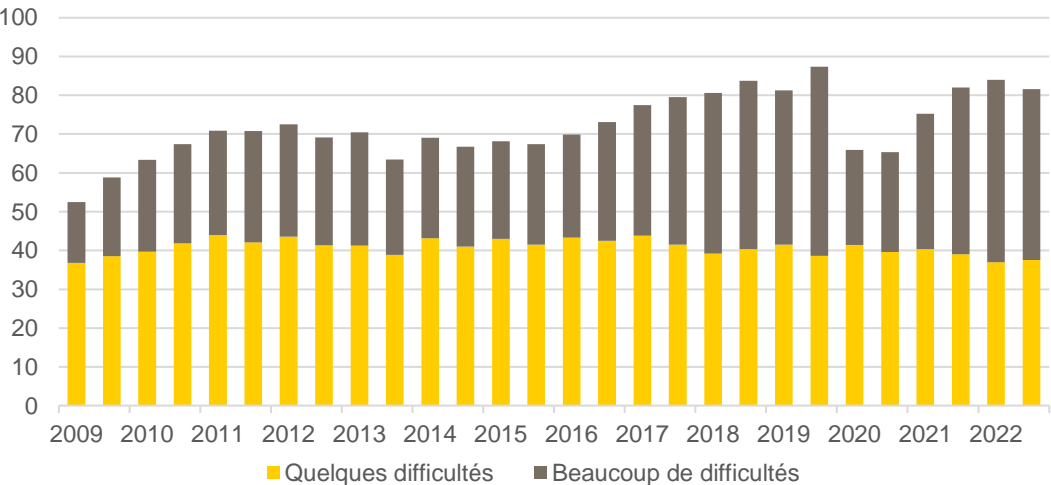
Une légère atténuation des difficultés d'approvisionnement ce semestre

- 60% des dirigeants estiment qu'elles ont un impact sur l'activité de leur entreprise (62% en mai) et 13% jugent que ces difficultés se sont récemment estompées (4% en mai).

Un impact encore limité de la hausse des prix de l'énergie

- En 2022, si 55 % des dirigeants jugent que l'évolution du coût de l'énergie aurait eu un impact négatif significatif sur le résultat de leur entreprise, seuls 5 % estiment que cela l'aurait fait basculer en territoire négatif.
- L'impact est jugé négatif et significatif par 83 % des TPE-PME du Tourisme (le résultat deviendrait négatif pour 11 % d'entre elles) et 68 % des industrielles (10 %).

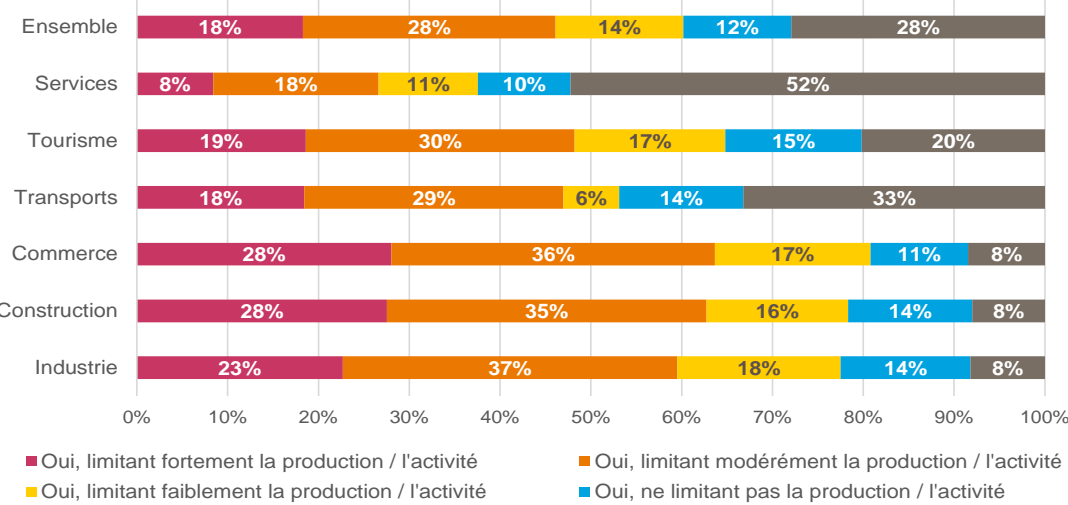
PART DES TPE-PME AYANT RENCONTRÉ DES DIFFICULTÉS DE RECRUTEMENT (EN %)



Note de lecture : Les données de novembre 2019 sont à interpréter avec précaution en raison d'une légère modification dans la question posée aux entreprises.

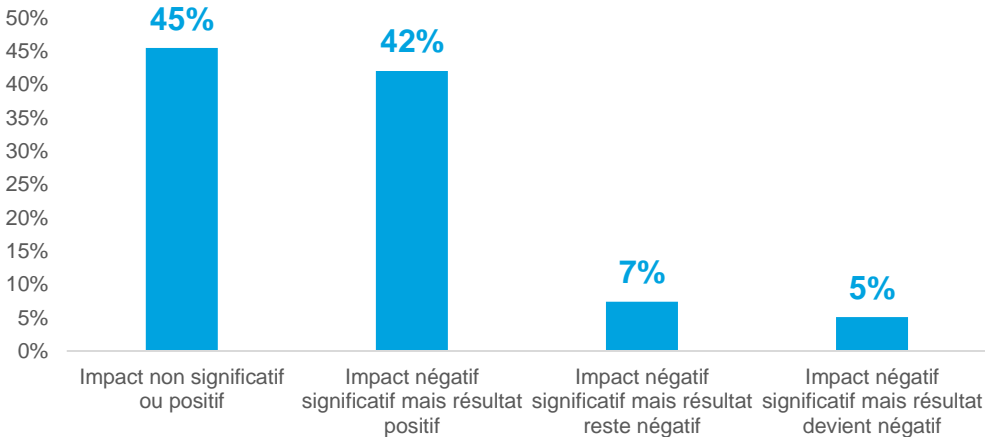
Champ : Total (N = 4590); Source : Bpifrance Le Lab

PART DES TPE-PME AFFRONTANT DES DIFFICULTÉS D'APPROVISIONNEMENT (EN %)



Champ : Total (N = 4590); Source : Bpifrance Le Lab

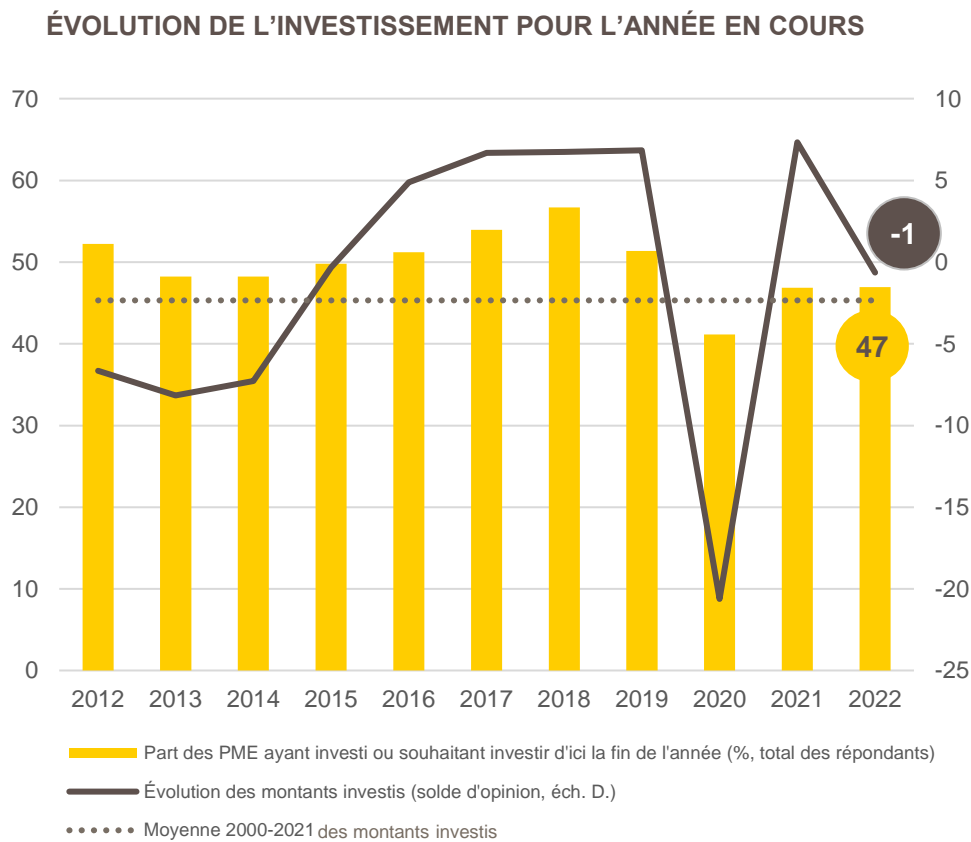
IMPACT ANTICIPÉ DE L'ÉVOLUTION DES PRIX DE L'ÉNERGIE SUR LE RÉSULTAT EN 2022 (PAR RAPPORT À 2021)



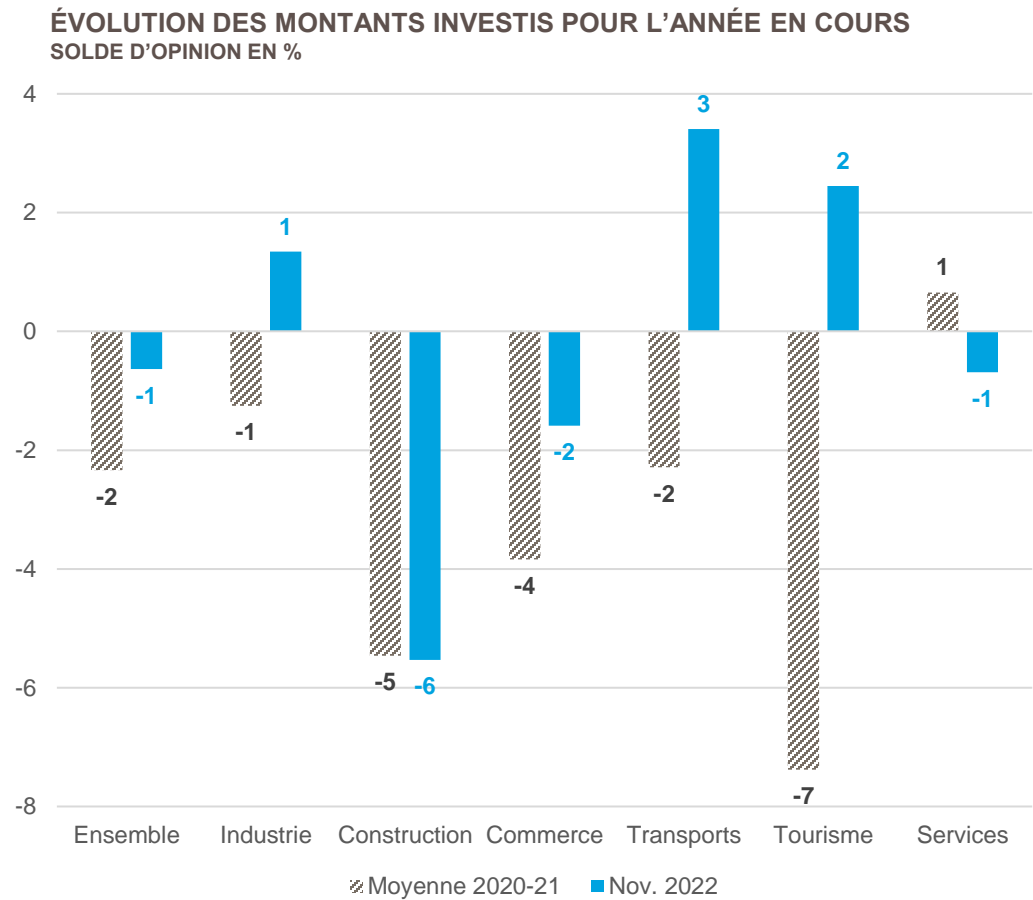
Champ : Total (N = 4590); Source : Bpifrance Le Lab

L'investissement des TPE-PME a ralenti en 2022

- La part des TPE-PME ayant investi en 2022 est stable par rapport à 2021.
- Les montants investis auraient en revanche connu un ralentissement. L'indicateur reste néanmoins un peu au-dessus de sa moyenne de long terme.



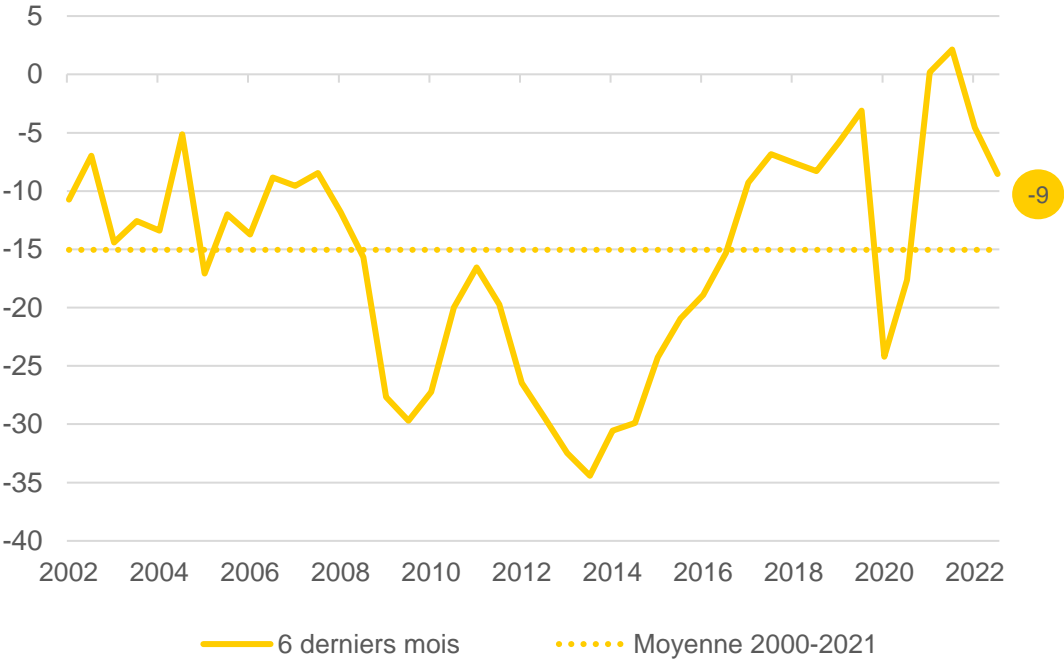
Champ : Total (N=4590)
Source : Bpifrance Le Lab



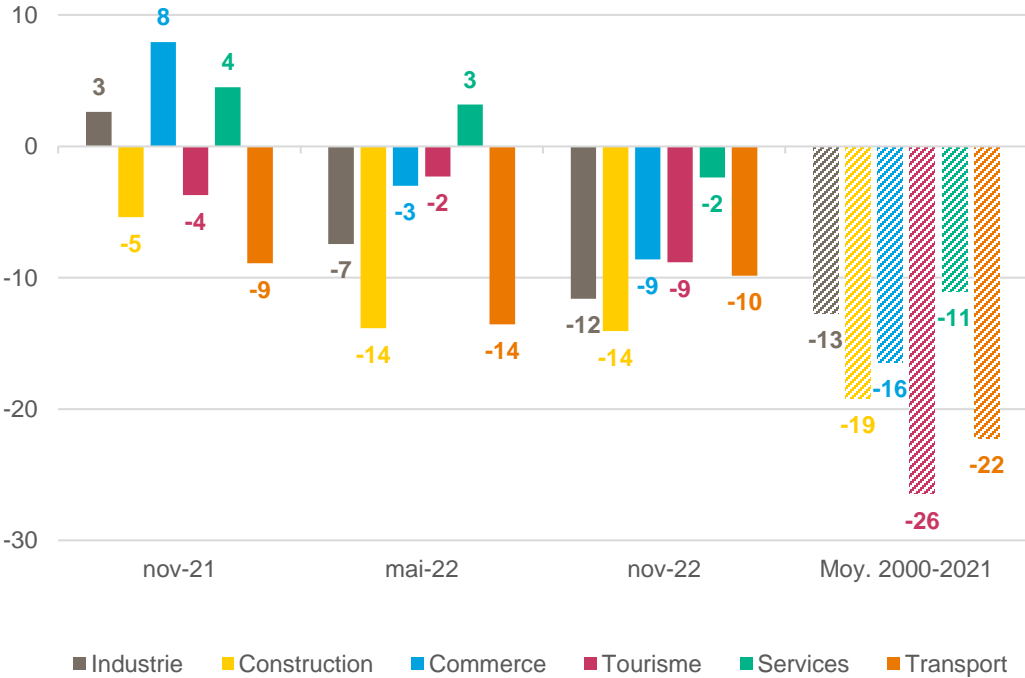
Champ : Total (N=4590)
Source : Bpifrance Le Lab

Une trésorerie en dégradation sur le semestre passé mais qui reste en moyenne plutôt confortable

JUGEMENT MOYEN SUR LA SITUATION DE TRÉSORERIE PASSÉE
(SOLDE D'OPINION EN %)



JUGEMENT SUR LA SITUATION DE TRÉSORERIE PASSÉE PAR
BRANCHE D'ACTIVITÉ (SOLDE D'OPINION EN %)



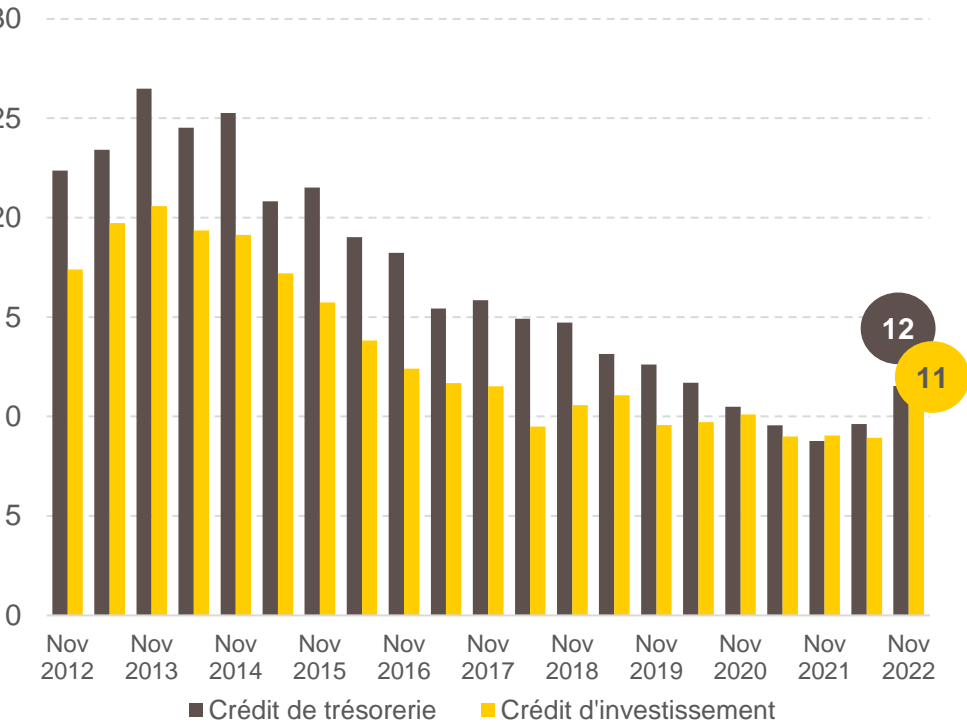
Note de lecture : en novembre 2022, la part des TPE-PME de l'industrie déclarant une trésorerie difficile durant les 6 derniers mois était supérieure de 12 points à la part déclarant une trésorerie facile.
Champ : total (N=4590); Source : Bpifrance Le Lab

Dans le contexte de hausse des taux, les conditions d'accès au crédit se durcissent mais restent jugées relativement aisées par les TPE-PME

Les conditions d'accès au crédit se durcissent pour retrouver leurs niveaux d'avant crise sanitaire mais demeurent souples.

- L'accès au crédit s'est plus nettement durci dans le Tourisme, que ce soit pour le financement de la trésorerie ou de l'investissement.

DIFFICULTÉS D'ACCÈS AU CRÉDIT
ASSEZ OU TRÈS DIFFICILE, EN %

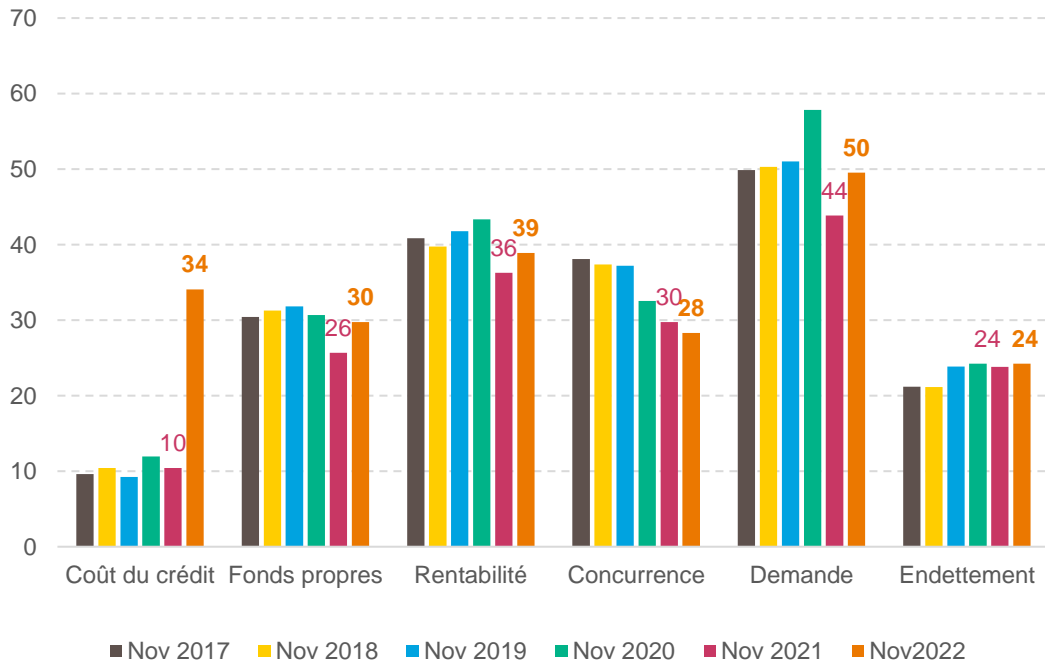


Champ : Total (N=4590)
Source : Bpifrance Le Lab

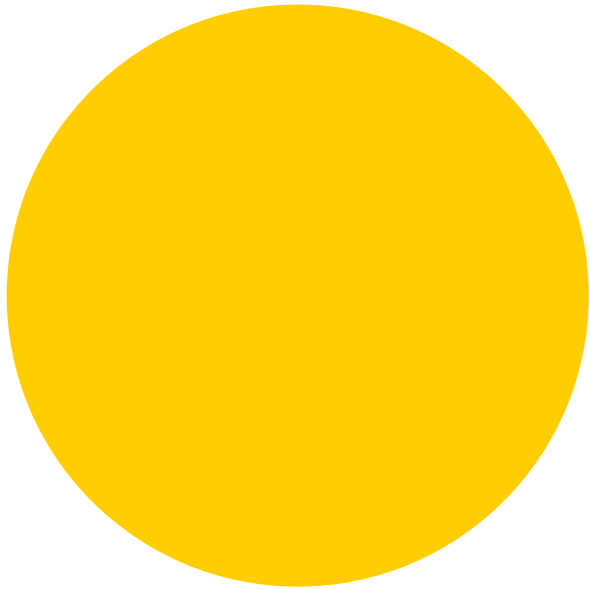
En nette augmentation, le coût du crédit est désormais considéré comme un obstacle par plus du tiers des TPE-PME.

- Désormais considéré comme le 3^e frein à l'investissement, il est cité par 34 % des TPE-PME contre 10 % en novembre 2021, soit +24 points.
- Cette évolution est cohérente avec la forte hausse des taux d'intérêt sur les crédits aux SNF, dans un contexte d'inflation élevée et de normalisation de la politique monétaire

JUGEMENT SUR LES OBSTACLES À L'INVESTISSEMENT
IMPORTANT OU INSURMONTABLE, EN %



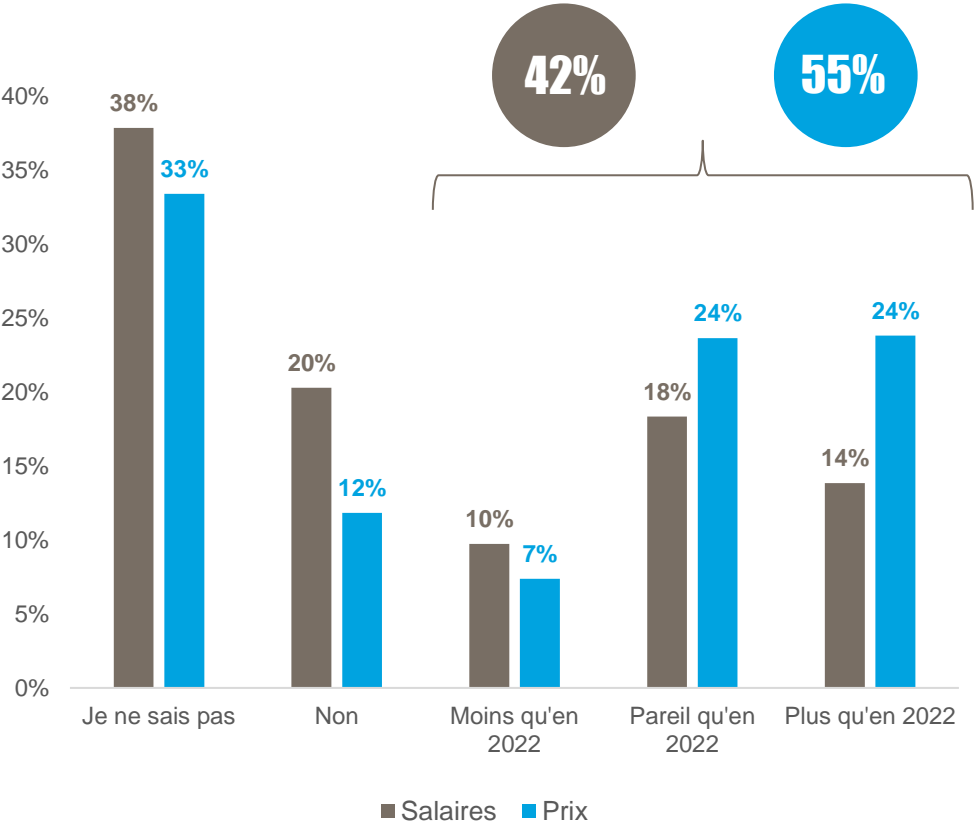
Champ : Total (N=4590)
Source : Bpifrance Le Lab



**DANS UN CONTEXTE TEINTÉ DE FORTE INCERTITUDE,
RALENTISSEMENT CONFIRMÉ EN 2023**

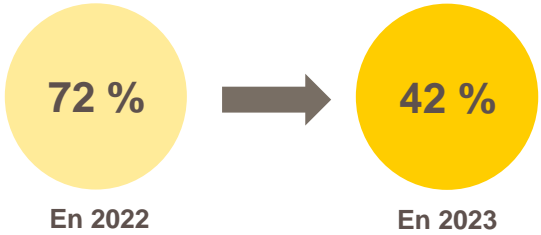
Une inflation attendue encore substantielle en 2023

AUGMENTATION DES SALAIRES ET DES PRIX DE VENTE ANTICIPÉS
PAR LES TPE-PME EN 2023
EN %

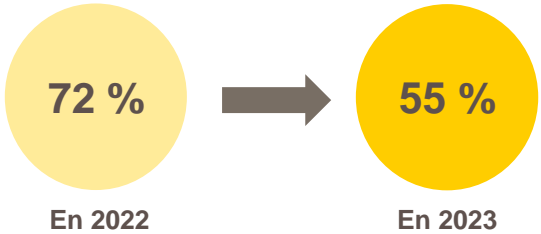


Champ : Total (N= 4575)
Source : Bpifrance Le Lab

Part des dirigeants
prévoyant
d'augmenter les
salaires



Part des dirigeants
prévoyant
d'augmenter les prix



En 2023, 42 % des TPE-PME comptent accroître les salaires de leurs collaborateurs (après 72 % en 2022), 32 % au moins autant qu'en 2022.

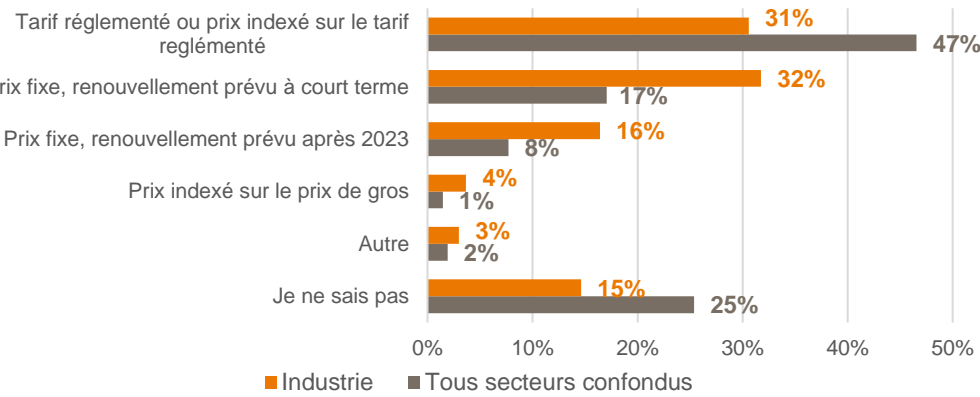
- La hausse des salaires concernerait plus fortement les entreprises de l'Industrie: la moitié l'envisage. À l'inverse, elle concernerait moins les entreprises du Tourisme (un tiers).
- Les entreprises faisant face à des difficultés importantes de recrutement sont plus nombreuses à prévoir d'augmenter les salaires de leurs collaborateurs en 2023 que les autres (46 % contre 31 %).

En 2023, plus de la moitié des TPE-PME (55 %) comptent réaliser des hausses de prix (72 % en 2022), 47 % d'une ampleur au moins aussi importante qu'en 2022.

- Les hausses de prix concerneraient toujours une part plus élevée des entreprises de l'Industrie : 66 % des dirigeants l'envisagent, et 54 % au moins d'un niveau aussi élevé qu'en 2022.
- Les entreprises faisant face à des difficultés d'approvisionnement sont les plus nombreuses à envisager d'augmenter leur prix de vente (60 % contre 41 %).

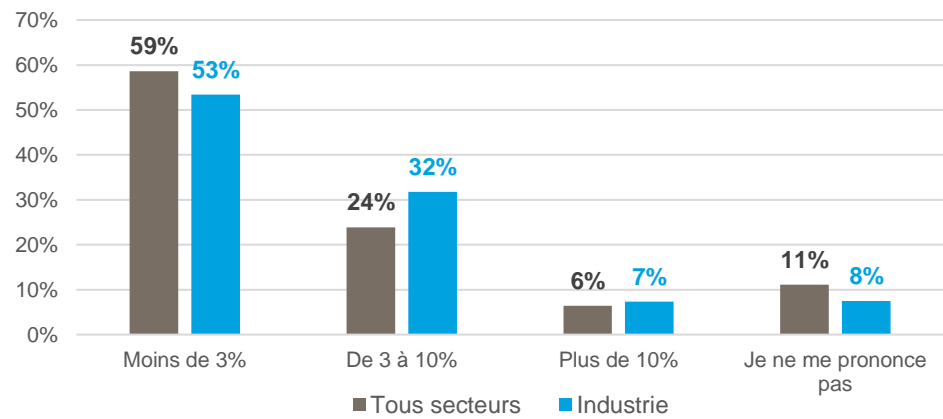
Plus du tiers des TPE-PME industrielles vulnérables aux évolutions du prix de l'électricité à horizon 2023

TYPE DE CONTRAT D'ÉLECTRICITÉ DONT DISPOSENT LES TPE-PME
EN %



Note de lecture: Parmi les TPE-PME utilisant de l'électricité (90 % de l'échantillon), 47 % ont indiqué que leur contrat d'électricité est fixé au tarif réglementé ou indexé sur le tarif réglementé.
Champ : Total (N=4127); Source : Bpifrance Le Lab

POIDS DE LA FACTURE ÉNERGÉTIQUE DANS LE CHIFFRE D'AFFAIRES
DES TPE-PME
A FIN 2022, EN %



Champ : Total (N=4572); Source : Bpifrance Le Lab

Les TPE-PME disposent majoritairement d'un contrat d'électricité (90 % d'entre elles), seulement un tiers dispose d'un contrat de gaz (respectivement 98 % et 44 % pour l'Industrie).

Plus de la moitié (54 %) des TPE-PME consommatrices d'électricité seraient protégées à court terme des fortes fluctuations des prix de marché mais près d'une sur cinq seraient vulnérables (18 %)

- Les entreprises industrielles apparaissent moins protégées à court terme : 32 % ont un contrat à prix fixe avec un renouvellement prévu à court terme (fin 2022 ou en 2023) et 4 % un contrat indexé sur le prix de marché.

S'agissant du gaz, 41 % des entreprises concernées apparaissent vulnérables aux hausses de prix à court terme (soit 13 % de l'ensemble des TPE-PME).

- Tous secteurs confondus, plus du tiers (35 %) des TPE-PME utilisatrices de gaz ont un contrat à prix fixe renouvelable avant fin 2023 et 6 % indexé sur le prix de marché.
- La moitié des entreprises industrielles utilisatrices de gaz déclare être exposée aux hausses de prix du gaz à court terme, 40 % ayant un contrat au tarif à prix fixe renouvelable avant fin 2023 et 10 % un contrat indexé sur le prix de marché.

L'impact de l'évolution du coût de l'énergie pourrait être notable en 2023.

- La facture énergétique représente plus de 3 % du chiffre d'affaires chez 30 % de l'ensemble des TPE-PME, 65 % de celles du Tourisme, 51 % de celles des Transports et 39 % des industrielles

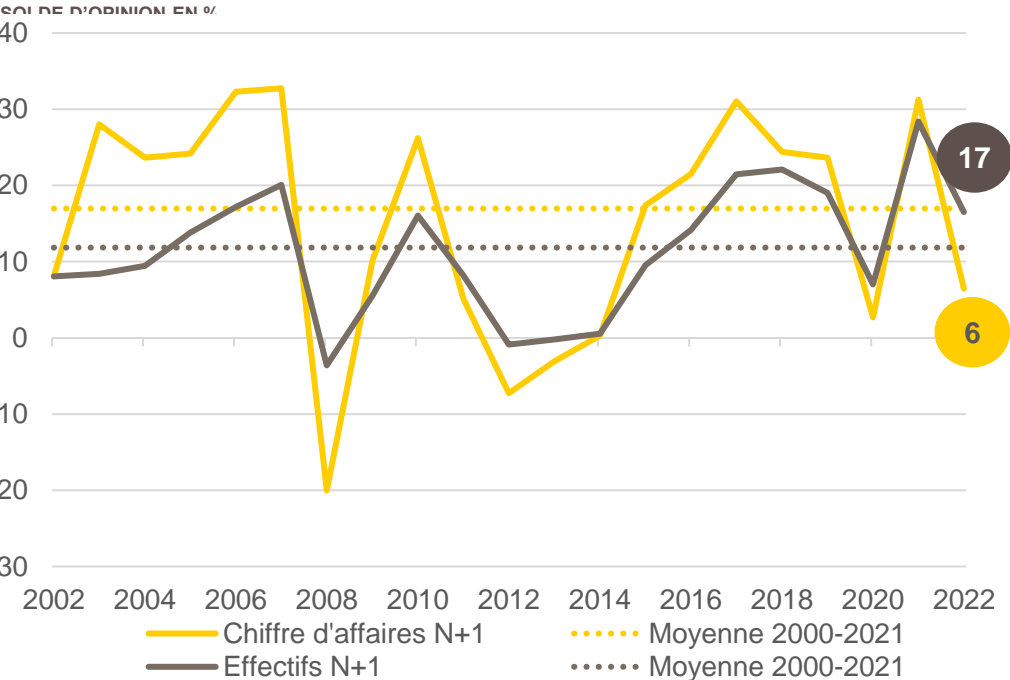
Dans ce contexte, une activité attendue atone en 2023; les embauches seraient plus résilientes

Les TPE-PME prévoient un ralentissement de leur activité en 2023, alors qu'elles sont nombreuses à estimer que les difficultés d'approvisionnement vont perdurer (37 % plus d'un an et 42 % sont dans l'incertitude sur ce sujet) et à anticiper une nette hausse de leur facture énergétique.

- Le solde d'opinion sur les perspectives d'activité en 2023 chute à +6 (-25 points sur 1 an) et se retrouve en-dessous de sa moyenne de long terme (+17).
- Le jugement sur les carnets de commande des 6 prochains mois perd 21 points sur un an et passe en territoire négatif (-8), sous sa moyenne de long terme (+4).

Les embauches seraient plus résilientes: L'indicateur prévisionnel relatif aux effectifs diminue à +17 (-12 points sur 1 an) mais reste au-dessus de sa moyenne de long terme (+12).

ÉVOLUTION DE L'ACTIVITÉ ET DE L'EMPLOI POUR L'ANNÉE SUIVANTE

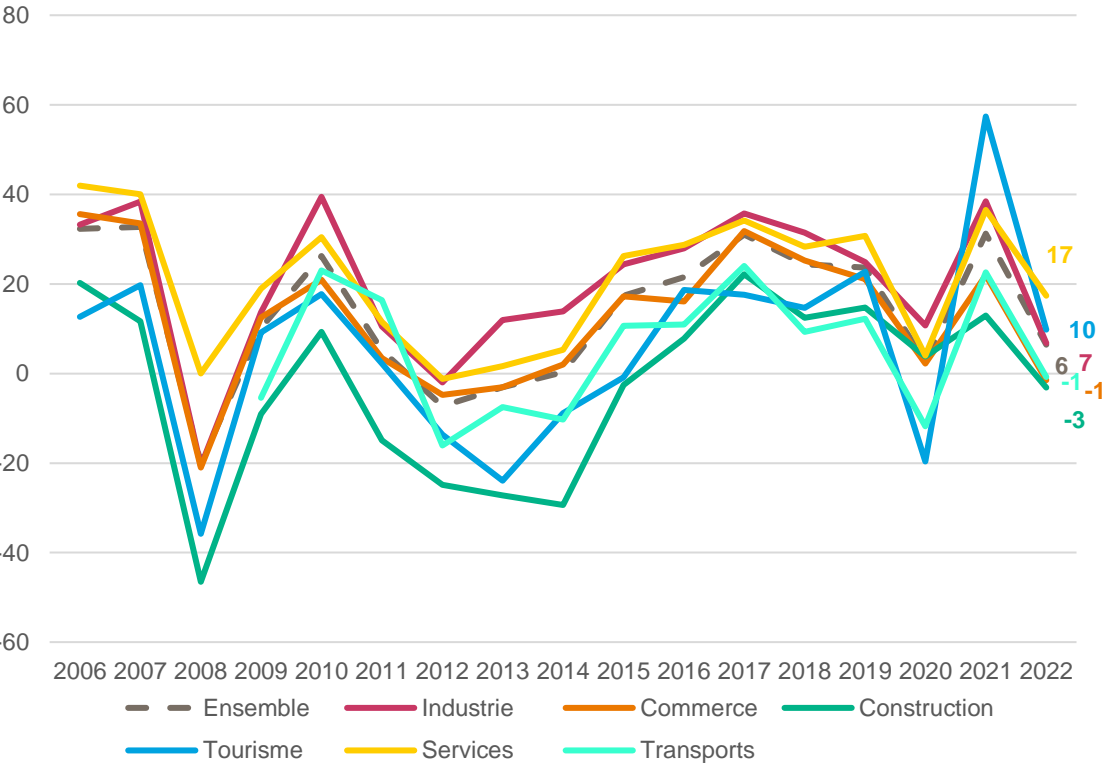


Note : le solde d'opinion sur l'évolution de l'activité anticipée pour l'année suivante a reculé de 25 points sur 1 an pour s'inscrire à +6 en novembre 2022 pour 2023.
Champ: Total (N=4590); Source : Bpifrance Le Lab

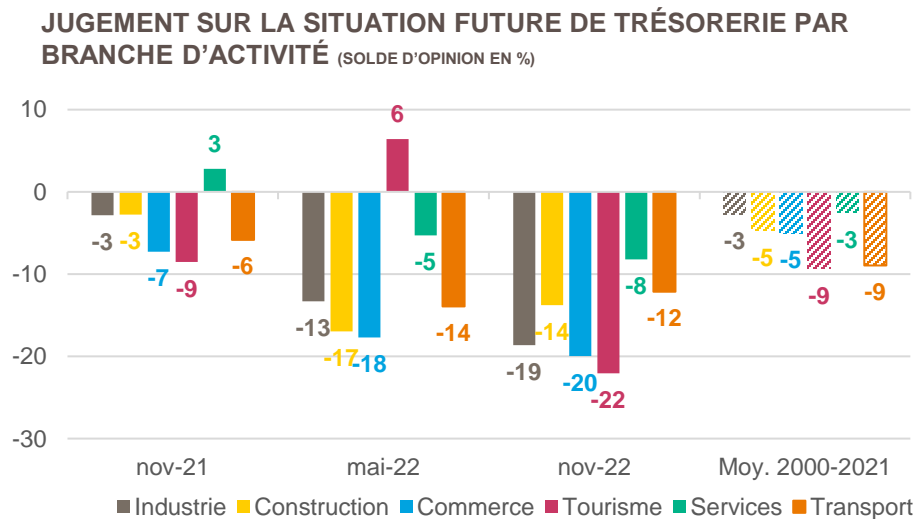
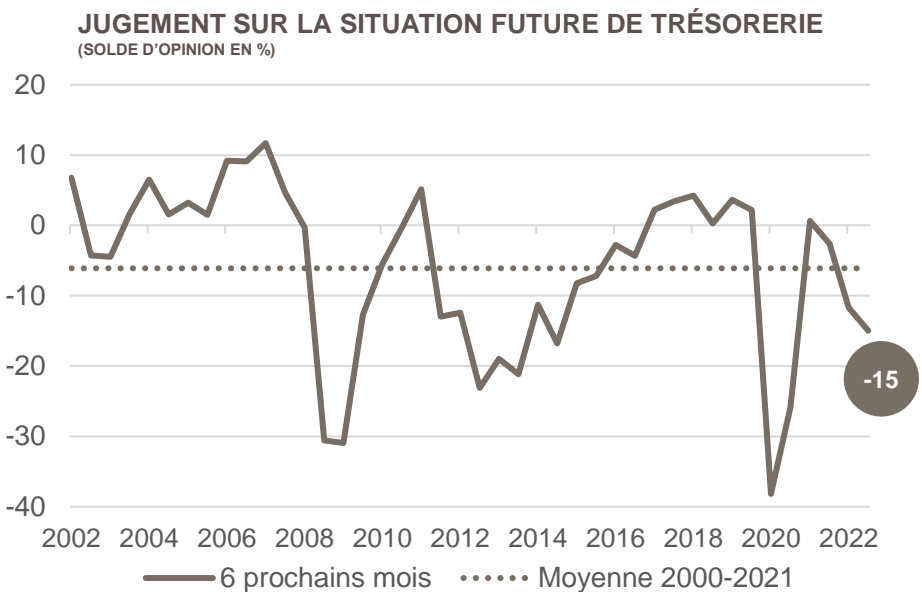
Pour 2023, l'indicateur d'activité est en net repli pour tous les secteurs.

- Le repli est le plus marqué dans le Tourisme (-48 points), après une année 2022 toutefois très dynamique. À +10, l'indicateur reste néanmoins au-dessus de sa moyenne de long terme.
- Il passe en revanche sous la moyenne de long terme pour tous les autres secteurs. S'il reste positif dans l'Industrie (+7) et les Services (+17), les chefs d'entreprise de la Construction, du Commerce et des Transports sont un peu plus nombreux à prévoir une diminution de leur activité qu'une hausse (soldes à respectivement -3, -1 et -1).

ÉVOLUTION DE L'ACTIVITÉ PAR BRANCHE POUR L'ANNÉE SUIVANTE
SOLDE D'OPINION EN %



Une trésorerie et une rentabilité attendues en nette dégradation



Champ : total (N=4590); Source : Bpifrance Le Lab

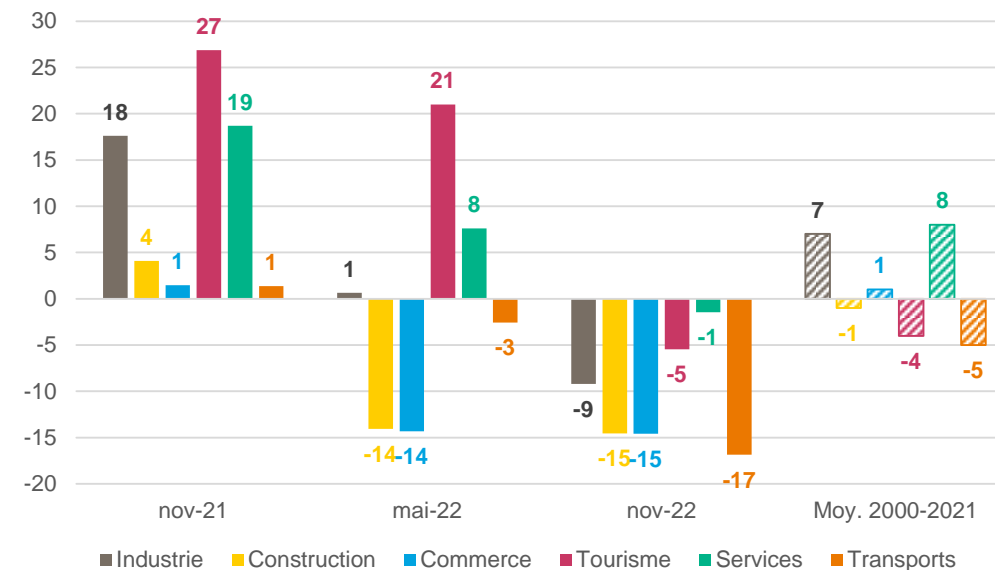
La situation de trésorerie des TPE-PME se détériorerait dans les prochains mois, dans un contexte de hausse de la facture énergétique

- L'indicateur perd 3 points sur le semestre et 12 points sur un an, à -15, soit un niveau nettement sous sa moyenne de long terme (-4).
- Sur un an, l'indicateur se dégrade nettement quel que soit le secteur.

La rentabilité des TPE-PME se détériorerait en 2023.

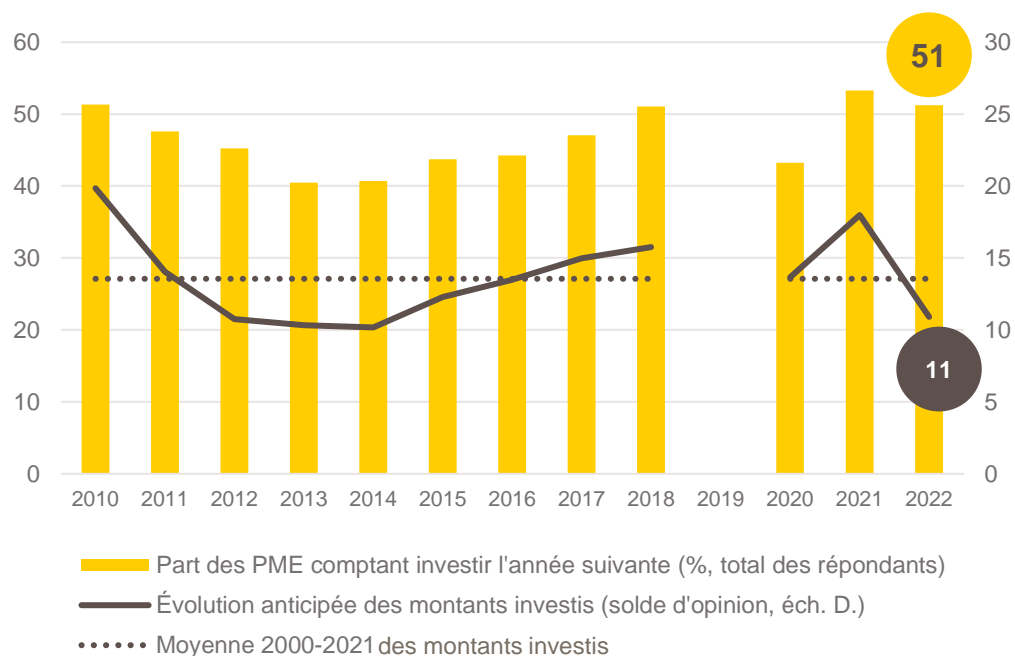
- 15 % anticipent une amélioration contre 24 % une baisse. Ils sont plus pessimistes qu'en fin d'année dernière pour 2022. En effet, 24 % prévoyaient une amélioration contre 12 % une baisse.
- La rentabilité en 2023 diminuerait dans tous les secteurs, plus nettement dans les Transports, la Construction et le Commerce. Le solde d'opinion s'établissant à respectivement -17, -15 et -15.

JUGEMENT SUR LA RENTABILITÉ DES 6 PROCHAINS MOIS PAR BRANCHE D'ACTIVITÉ
(SOLDE D'OPINION EN %)



La moitié des TPE-PME comptent investir en 2023 mais les montants investis se tasseraient

ÉVOLUTION DE L'INVESTISSEMENT POUR L'ANNÉE SUIVANTE
SOLDE D'OPINION EN %



Note : en novembre 2022, 51 % des PME se déclarent prêtes à investir en 2023 et la part de celle anticipant une hausse des dépenses par rapport à 2022 est supérieure de 11 points à la part de celle anticipant une baisse.

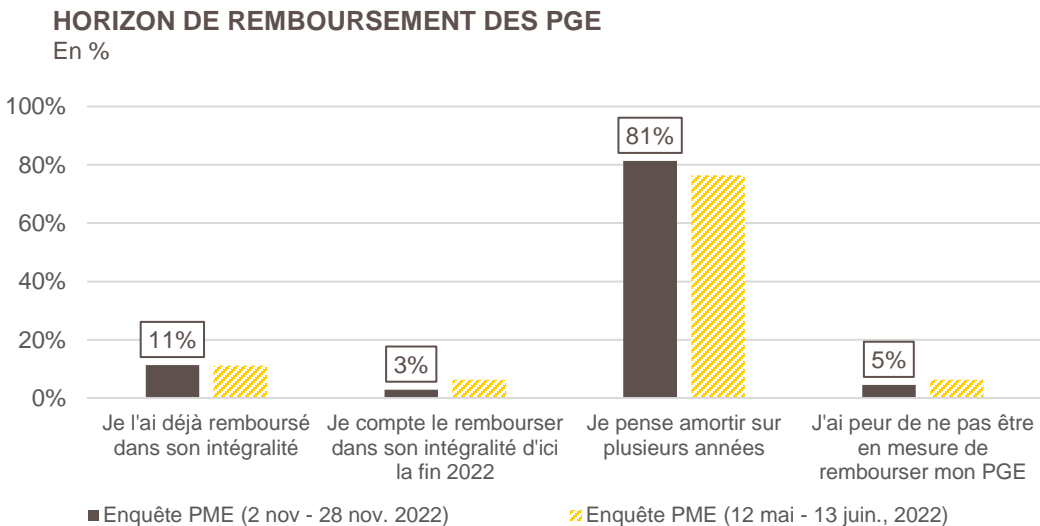
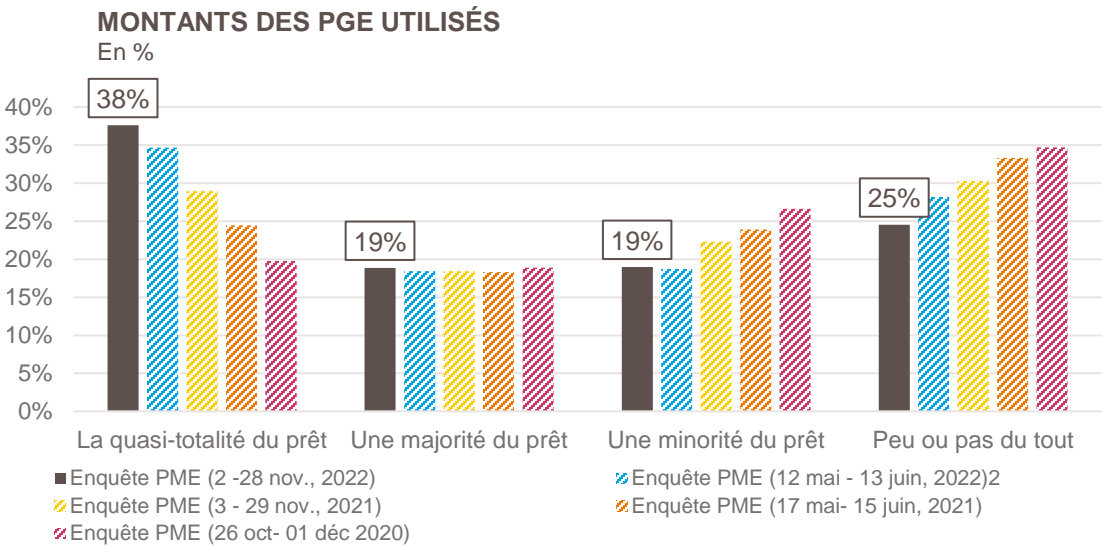
En raison d'un changement de méthodologie, les données pour l'année 2019 ne sont pas interprétables.

Champ : Total (N=4590); Source : Bpifrance Le Lab

Plus de la moitié des TPE-PME comptent investir en 2023 mais pour une dynamique de volume de dépenses nettement moins élevée.

- 51 % des TPE-PME comptent investir en 2023, une proportion en légère baisse par rapport à l'année dernière (53 % en novembre 2021 pour l'année 2022) mais qui reste proche de la moyenne de long terme (53 %). Le solde d'opinion sur l'évolution anticipée des dépenses d'investissement recule fortement à +11 (-7 points sur 1 an et au plus bas niveau depuis 2014).
- La proportion de TPE-PME envisageant d'investir en 2023 est en baisse dans tous les secteurs, hormis le Tourisme et le Commerce. Cette proportion atteint 60 % dans l'Industrie, un niveau similaire à la moyenne observée sur longue période.
- Les soldes d'opinion sur l'évolution des montants investis reculent également quel que soit le secteur, le plus nettement dans les Transports (-16 points à +2, contre +6 en moyenne de long terme) et le Tourisme (-12 à +15, au-dessus de sa moyenne de long terme de +13).
- L'indicateur recule dans une moindre mesure dans l'Industrie (-7 points à +15, proche de sa moyenne de longue période de +17). Ils atteignent des niveaux proches de 2012-2013, années d'atonie de l'investissement des entreprises au niveau macroéconomique.

Un PGE de plus en plus mobilisé mais le risque de non remboursement reste limité

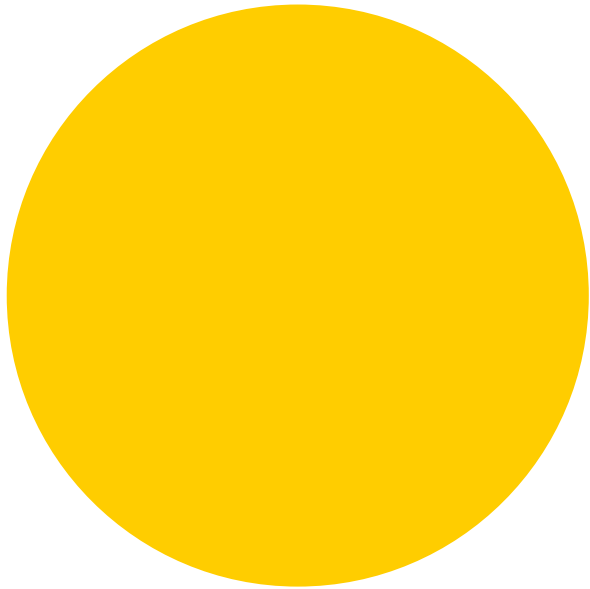


Fin 2022, 57 % des dirigeants de TPE-PME ayant obtenu un PGE déclarent l'avoir consommé en majorité (19%) voire dans sa quasi-totalité (38 %), soit une proportion en hausse relativement à mai 2022 (53 %) et à novembre 2021 (47 %). *A contrario*, la part des TPE-PME ayant principalement gardé le prêt en réserve diminue logiquement pour atteindre 43 %.

- Les chefs d'entreprise de la Construction et du Tourisme sont ceux ayant le plus consommé leur PGE. Ils sont respectivement 61 % et 59 % à déclarer avoir utilisé la majorité voire la quasi-totalité de leur prêt, contre 57 % dans les Transports, 55 % dans les Services et 54 % dans le Commerce et l'Industrie.
- Les TPE (moins de 10 salariés) sont en proportion un peu plus nombreuses à avoir mobilisé la majorité voire la quasi-totalité du prêt que les PME (57 % contre 54 %).

Le risque de non remboursement associé au PGE apparaît toujours à ce stade relativement limité.

- Environ quatre TPE-PME sur cinq ayant sollicité le dispositif public prévoient un amortissement de la totalité du prêt sur plusieurs années, une proportion en hausse sur le semestre (76 % il y a 6 mois). 14 % auraient remboursé leur prêt d'ici la fin de l'année: 11 % l'ont déjà intégralement remboursé et 3 % envisagent de le faire d'ici la fin d'année.
- **5 % des répondants craignent un non remboursement de leur prêt, une proportion proche de celle observée en mai dernier (6 %) et plus généralement de celle observée depuis que la question est posée (entre 4 et 6 % depuis fin 2020).**
- Les TPE-PME du Tourisme sont en proportion plus nombreuses à faire part de cette crainte (10 %), à l'inverse de celles des Transports et des Services (3 %).

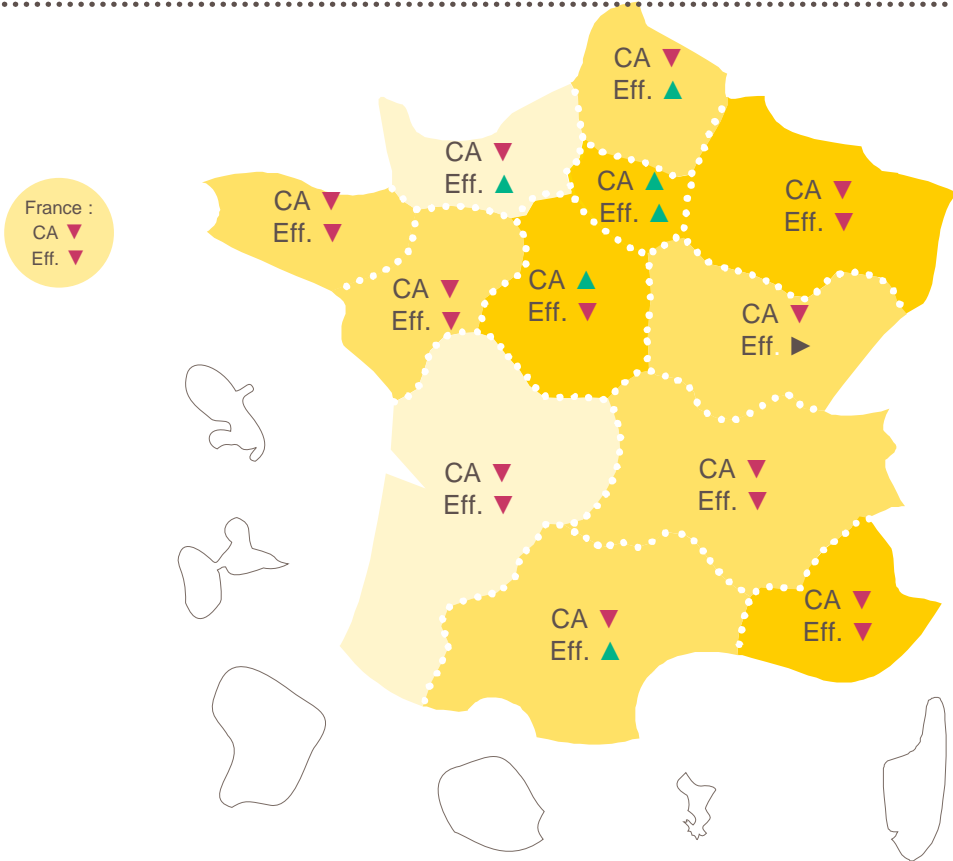


FOCUS RÉGIONAL

Focus régional

BILAN 2022

En 2022, l'activité des TPE-PME est en ralentissement dans la majorité des régions mais reste toutefois dynamique. L'activité aurait été la plus dynamique en Centre-Val de Loire (croissance du CA de +8,1 % contre +5,7 % en moyenne nationale). L'activité serait la moins dynamique en Nouvelle-Aquitaine (+4,4 %) et en Normandie (+4,6 %).



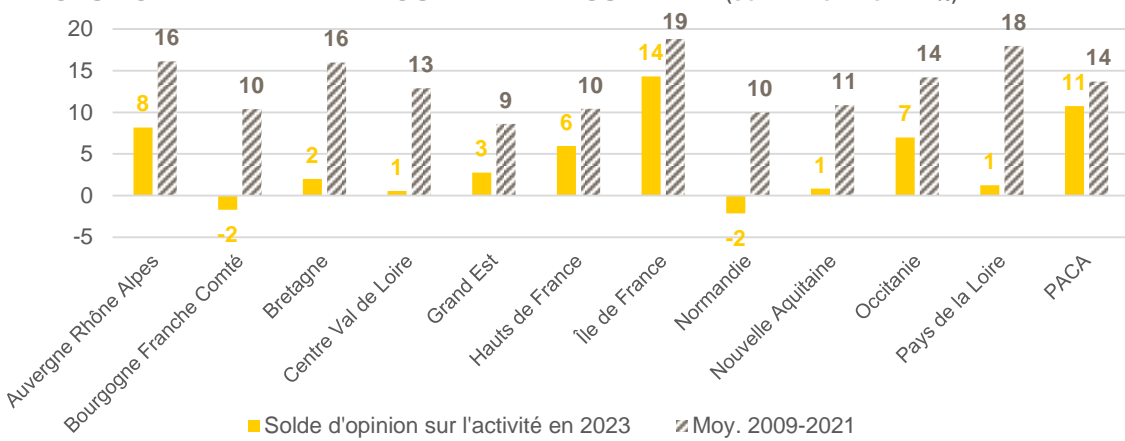
Évolution moyenne du CA en valeur nominale

- De 4,0 % à 4,9 %
- De 5,0 % à 5,9 %
- 6,0 % et plus
- Non significatif
- Solde d'opinion en hausse sur un an
- Solde d'opinion stable sur un an
- Solde d'opinion en baisse sur un an

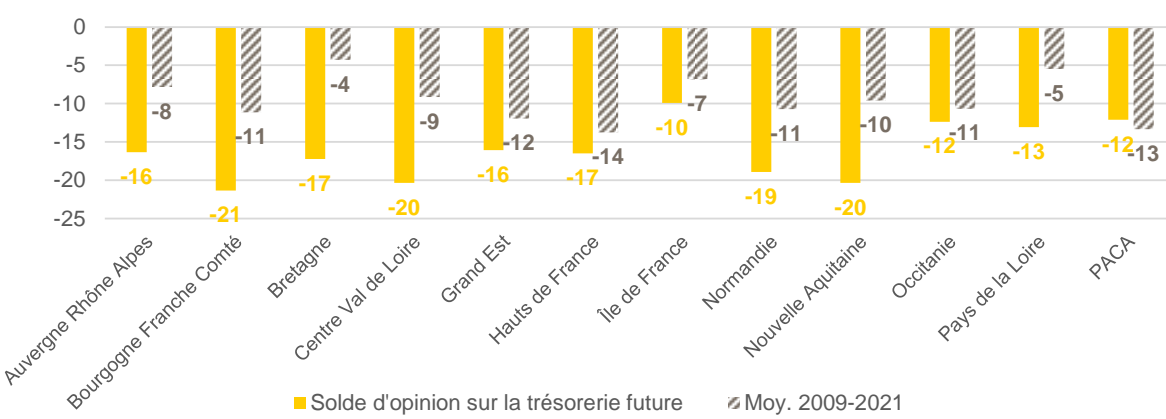
PERSPECTIVES 2023

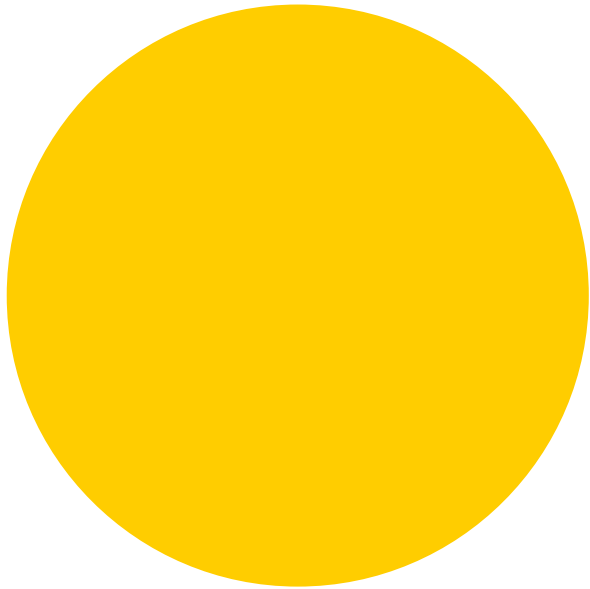
Les TPE-PME de l'ensemble des régions sont moins confiantes pour 2023. L'indicateur prévisionnel d'activité pour 2023 est en baisse dans toutes les régions. Les TPE-PME franciliennes restent, comme souvent, les plus optimistes (solde d'opinion à +14). Les embauches sont également attendues en ralentissement.

ÉVOLUTION DE L'ACTIVITÉ POUR L'ANNÉE SUIVANTE (SOLDE D'OPINION EN %)



JUGEMENT SUR LA SITUATION FUTURE DE TRÉSORERIE (SOLDE D'OPINION EN %)

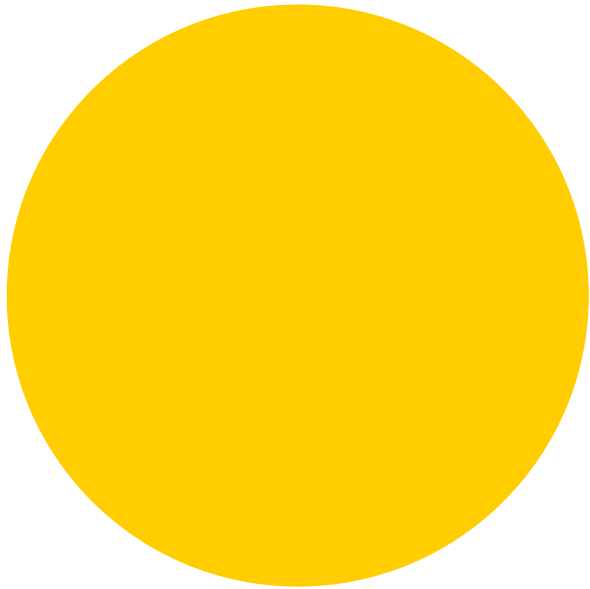




CE QU'IL FAUT RETENIR

Ce qu'il faut retenir...

- Une année 2022 résiliente, en particulier du côté des embauches.
- Une croissance attendue atone en 2023: ralentissement confirmé, nette dégradation de la trésorerie et de la rentabilité, affaiblissement des dépenses d'investissement.
- Si les nombreuses difficultés rencontrées (tassement de la demande, tensions sur les approvisionnement, problématique énergétique, etc.) entament le moral des dirigeants, ils ne montrent **pas de signe de panique**: craintes de non remboursement du PGE limitées, embauches prévues en ralentissement mais solides, part des dirigeants comptant investir qui reste relativement élevée, conditions de financement qui restent jugées plutôt favorables.



ANNEXES

CHIFFRE D'AFFAIRES

EFFECTIFS

INVESTISSEMENT

ANNÉE 2022 ⁽¹⁾

Ensemble des TPE-PME

10 – 250 salariés

Moins de 10 salariés

Commerce

Construction

Industrie

Services

Tourisme

Transports

Moyenne
2000
à 2021

Nov.
2021

Nov.
2022

Évolution /
Nov.
2021

14	36	27	📉
21	46	34	📉
4	18	14	📉
13	38	17	📉
8	33	17	📉
16	45	36	📉
19	31	24	📉
2	17	57	📈
5	31	44	📈

Moyenne
2000
à 2021

Nov.
2021

Nov.
2022

Évolution /
Nov.
2021

8	16	14	📉
13	23	20	📉
-1	3	3	➡️
7	14	11	📉
6	14	9	📉
6	18	18	➡️
13	21	15	📉
-1	-6	19	📈
7	11	9	📉

Moyenne
2000
à 2021

Nov.
2021

Nov.
2022

Évolution /
Nov.
2021

-2	7	-1	📉
0	13	3	📉
-6	-3	-7	📉
-4	5	-2	📉
-5	3	-6	📉
-1	17	1	📉
1	6	-1	📉
-7	-6	2	📈
-2	-2	3	📈

ANNÉE 2023 ⁽¹⁾

Ensemble des TPE-PME

10 – 250 salariés

Moins de 10 salariés

Commerce

Construction

Industrie

Services

Tourisme

Transports

17	31	6	📉
23	36	12	📉
8	22	-3	📉
17	22	-1	📉
2	13	-3	📉
22	38	7	📉
23	37	17	📉
9	57	10	📉
6	23	-1	📉

12	28	17	📉
15	35	21	📉
8	17	8	📉
9	19	12	📉
6	24	10	📉
14	35	21	📉
19	33	21	📉
1	24	11	📉
6	20	6	📉

14	18	11	📉
13	20	10	📉
14	15	12	📉
15	15	12	📉
8	10	1	📉
17	22	15	📉
13	18	13	📉
13	27	15	📉
6	18	2	📉

(1) Solde d'opinion = (Part des entreprises anticipant une hausse – Part des entreprises anticipant une baisse)

Structure de l'échantillon

À l'occasion de la 76^e édition de l'enquête semestrielle de conjoncture, 40 000 entreprises des secteurs marchands non agricoles, de 1 à 249 salariés et réalisant moins de 50 M€ de chiffre d'affaires, ont été interrogées à l'automne 2022.

4 590 réponses reçues entre le 2 et le 28 novembre, jugées complètes et fiables, ont été exploitées au niveau national et ont fait l'objet de déclinaisons pour l'ensemble des régions excepté la Corse et les Outre-Mer dont le nombre de réponses est insuffisant.

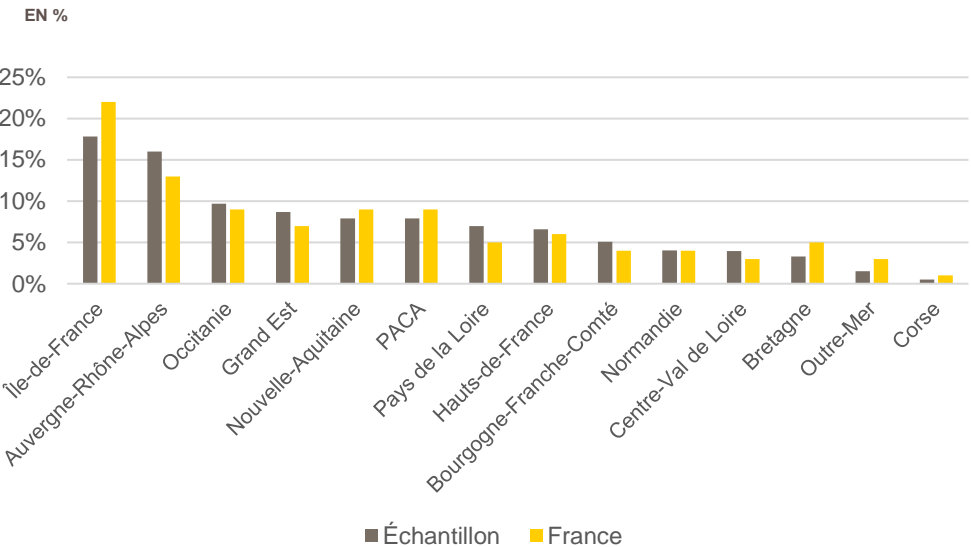
Des questions supplémentaires relatives aux difficultés d'approvisionnement, à l'évolution des salaires et des prix, et aux problématiques énergétiques des TPE-PME ont été introduites pour l'ensemble de l'échantillon (environ 4 580 réponses à ces questions ont été analysées).

Les réponses à ces questions supplémentaires ont été redressées sous deux dimensions, de façon à reproduire la démographie des TPE-PME françaises:

- Le nombre de salariés, de façon à corriger la sous-représentation des TPE parmi les répondants
- Le secteur d'activité, de façon à corriger la sur-représentation de l'industrie et la sous-représentation du secteur du tourisme

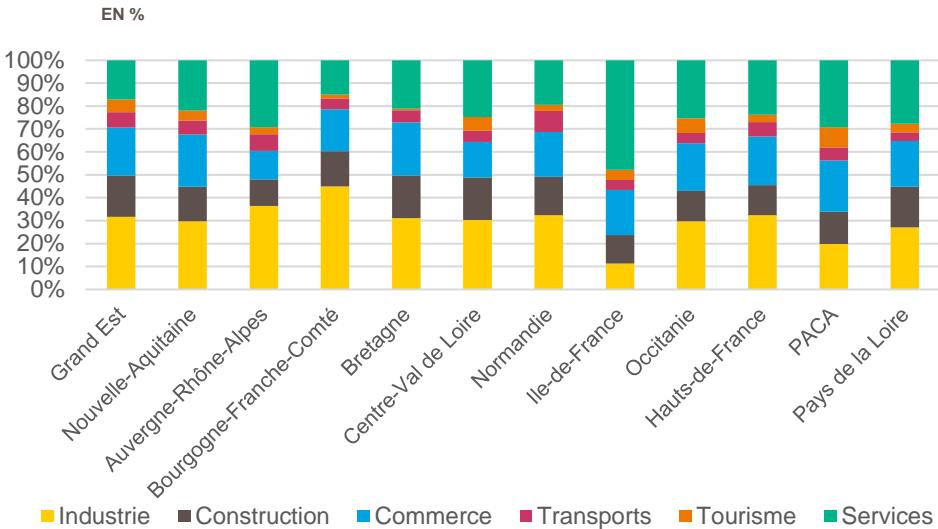
Le redressement a été effectué sur la base du nombre d'entreprises dans les différentes catégories.

• RÉPARTITION RÉGIONALE DE L'ÉCHANTILLON



Source des graphiques : Bpifrance Le Lab, Insee

• RÉPARTITION SECTORIELLE DE L'ÉCHANTILLON



• STRUCTURE DE L'ÉCHANTILLON PAR TAILLE D'EFFECTIFS

